

Les chagrins des mines: sixième lettre d'information (2019)



Chers amis, chères amies,

Salutations depuis le bureau du **Tricontinental: Institut de recherche sociale**.

Les corps de trois cents brésiliens se sont refroidis, noyés dans les treize millions de mètres cubes de boue de minerai de fer qui se sont écoulés d'une digue à stériles d'une mine appartenant à Vale, l'une des plus grandes sociétés minières du monde. L'indignation fut l'émotion normale qui accueillit ces nouvelles provenant de Brumadinho, au nord de Rio de Janeiro.

En 1984, Carlos Drummond de Andrade (1902-1987), l'un des plus célèbres poètes brésiliens, écrit *Lira Itabirana*. Ce texte résonne comme s'il avait été écrit hier.

I

Le Fleuve? Doux.
La Vale? Grillages.
Mon Dieu, que de
larmes, ces barrages!

II

Entre l'Etat
et les multinationales,
que de lave!

III

La dette,
interne,
externe,
éternelle.

IV

Combien de tonnes pour exporter
Le fer?
Combien de larmes travesties
Sous les fers?



La tragédie de Brumadinho a forcé le gouvernement à agir, mais comme tous les gouvernements de ce genre, ils ont arrêté les dirigeants de bas niveau. Le bras long de la loi est raccourci lorsqu'il s'agit de crimes d'entreprise. Vale (capitalisation boursière de 77,4 milliards de dollars) restera intacte. Quelques amendes seront payées, mais elles seront probablement prises en charge par les compagnies d'assurance. Il n'y a pas encore de confirmation que la boue de minerai de fer est toxique.

Il y a trois ans, un autre barrage a éclaté dans une autre mine gérée conjointement par Vale et le géant minier australien BHP Billiton dans la ville de Mariana (Brésil). Ensuite, les compagnies ont dit que la boue n'était pas toxique, et il y eut le même numéro d'éviter l'indemnisation et de négocier autour des nouveaux règlements. Le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a fait une **déclaration** importante à l'époque au sujet de la catastrophe de Mariana. John Knox, Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme et l'environnement, et Baskut Tuncak, Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et les substances et déchets dangereux, ont écrit : » Les mesures prises par le gouvernement brésilien, Vale et BHP Billiton pour prévenir les dommages étaient clairement insuffisantes. Le gouvernement et les entreprises devraient faire tout ce qui est en leur pouvoir pour prévenir d'autres dommages, y compris l'exposition [des mineurs et des résidents de la région] aux métaux lourds et autres produits chimiques toxiques ». L'éclatement du barrage en 2015 a libéré 50 millions de tonnes de déchets de minerai de fer, assez pour remplir 20 000 piscines olympiques. Rien n'a été fait à l'époque et rien ne sera fait maintenant.

Il y a trop d'argent en jeu pour les industries extractives, qui sont traitées comme des royaumes par les gouvernements du monde entier lorsqu'ils viennent et exigent des pays, paient des loyers misérables pour

détruire le paysage et font des profits fabuleux en volant la terre de ses richesses. Les entreprises qui dominent ce secteur – de Glencore à Barrick – sont principalement basées en Australie, au Canada, en Chine, en Grande-Bretagne, en Argentine et au Brésil ; la plus grande, Glencore, est basée en Suisse. Leurs revenus annuels s’élèvent à des centaines de milliards de dollars, leurs dirigeants vivent des vies somptueuses, leurs chefs de gouvernement les protègent de l’embarras de leur profession.



Le Canada abrite la moitié des sociétés minières du monde, qui ont attiré l’attention des Nations Unies pour leurs violations des droits de la personne et de l’environnement. Ce que l’ONU a souligné, c’est le comportement d’entreprises canadiennes comme Barrick Gold (qui a eu des problèmes avec sa force de sécurité privée dans les hautes terres de Porgera en Papouasie-Nouvelle-Guinée), Goldcorp (qui est accusé de contamination des aquifères à Zacatecas, Mexique) et Hudbay Mineral (qui est accusé d’être impliqué dans des évictions violentes, lors desquelles les femmes ont subi des violences sexuelles, dans Lote Ocho, Guatemala). Il est facile de se cacher derrière le sourire charmant de Justin Trudeau plutôt que d’établir un organisme indépendant pour enquêter sur les violations des droits de la personne commises par les 1 500 sociétés minières canadiennes qui exploitent 8 000 sites dans plus de 100 pays. McDiyan Robert Yapari, dirigeant de l’Association Akali Tange à Porgera (Papouasie-Nouvelle-Guinée) nous écrit que Barrick Gold et son partenaire (Zijin Mining of China) ont environ 940 allégations de violations des droits humains contre eux. Les demandes d’enquête de l’Association » sont tombées dans l’oreille d’un sourd « , dit-il. Au **Tricontinental : Institute for Social Research**, nous produisons un *briefing* sur les entreprises minières du

Canada et leur impact sur le monde. Pour l'instant, veuillez visiter nos amis de **Mining Watch** (Canada) pour plus de détails.

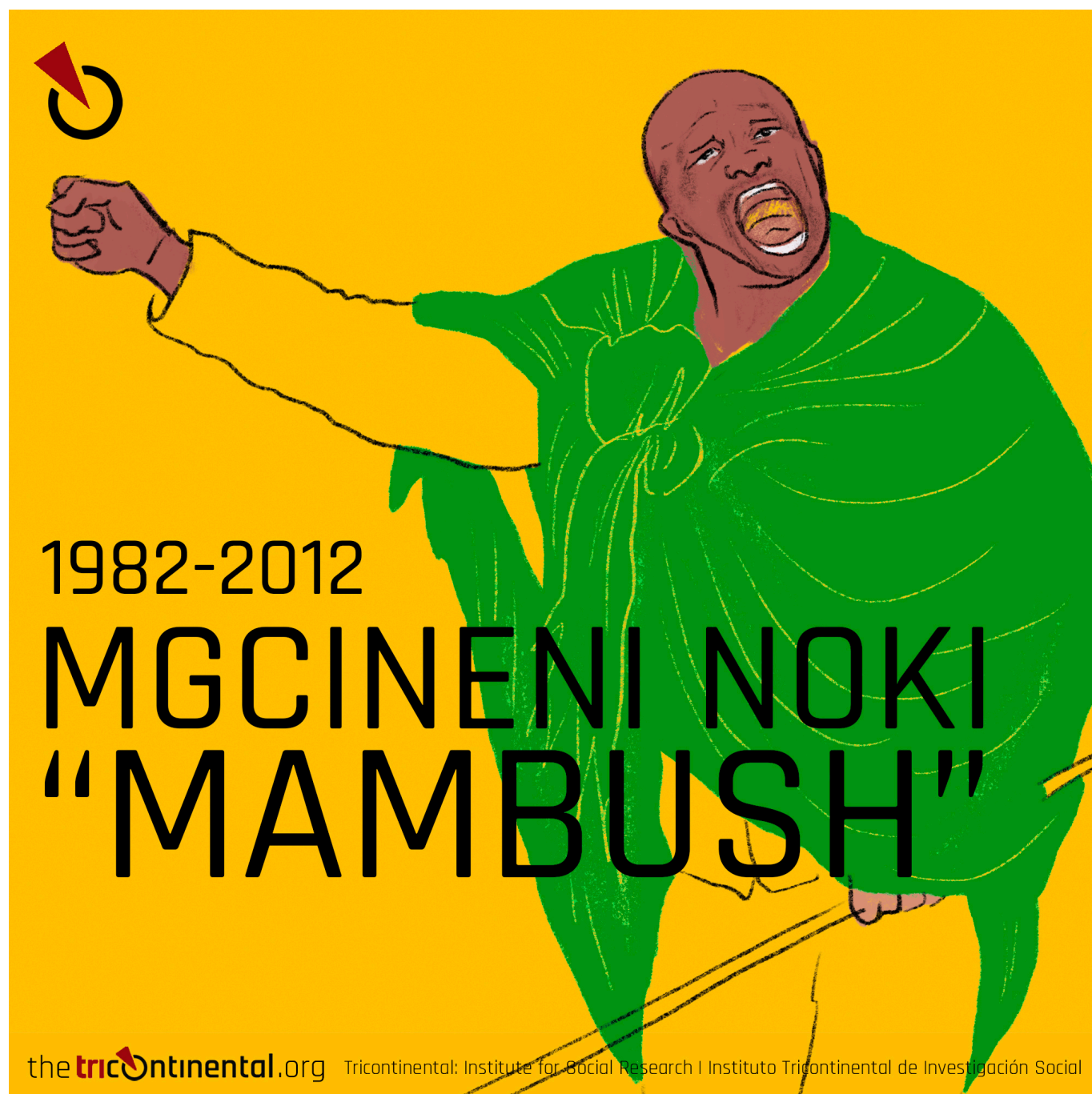


People hold placards reading « Justice now for Marikana, Prosecute police now, Drop the charges, Fight for the living wage » as people attend on August 16, 2014 in Marikana, a ceremony in tribute to miners who were gunned down by the South African police during a violent wave of strikes two years ago. Thousands of South African platinum mineworkers on August 16 gathered at Marikana to commemorate the second anniversary of the killing of 34 of their colleagues by police during a strike. AFP PHOTO/MARCO LONGARI (Photo credit should read MARCO LONGARI/AFP/Getty Images)

Dans son remarquable ouvrage intitulé *La condition de la classe travailleuse en Angleterre* (1844), Fredrich Engels écrit : « La mine de charbon est le théâtre d'une multitude de calamités des plus terrifiantes, et celles-ci viennent directement de l'égoïsme de la bourgeoisie. » Ce qui s'est passé à Brumadinho, comme l'a dit notre bureau du **Tricontinental : Institut de recherche sociale** à São Paulo dans ce **rapport**, n'est pas un accident mais un crime. Il en va de même pour les autres crimes miniers, de Soma (Turquie) à Copiapó (Chili). Les grandes sociétés minières se soucient peu de la vie et du gagne-pain des mineurs et de ceux qui vivent à proximité des mines. Ces zones sont les zones de sacrifice de la planète, comme je l'écris dans mon **article** cette semaine. Les grandes entreprises ont déclaré la guerre à la planète, leurs machines creusant de plus en plus profondément pour faire des montagnes de profits pour les quelques millions de personnes qui meurent de faim et de désorientation. Les gens qui vivent dans ces zones de sacrifice sont traités comme des gens « jetables » et sans valeur.

Les crimes miniers sont incessants. Ils semblent se multiplier tous les jours. Certains sont plus spectaculaires que d'autres. Il est difficile d'oublier les trente-trois mineurs qui se sont assis à 700 mètres à l'intérieur de la mine Copiapó appartenant à la San Esteban Mining Company pendant 69 jours en 2010. Quand les hommes

sont sortis de la mine – une opération de sauvetage miraculeuse – ils ont dit au journaliste Héctor Tobar, « la mine pleurait beaucoup » (*La mina está llorando mucho*). La mine pleure, et les mineurs aussi. Pendant ce temps, les compagnies minières et leurs affiliés dans les gouvernements poudrent leurs fusils et ouvrent le feu. L'atrocité de Marikana (Afrique du Sud), où 34 mineurs de la mine de platine de Lonmin ont été tués par la police, est une plaie ouverte. Le directeur de Lonmin à l'époque était l'actuel président de l'Afrique du Sud – Cyril Ramaphosa. Pour une très bonne présentation du massacre de Marikana et de la communauté qui l'a vécu, veuillez lire le **travail** de Niren Tolsi et voir les photographies de Paul Botes.



L'image ci-dessus représente Mgcineni Noki (30 ans), surnommé **Mambush** par sa famille et ses amis. Il a été opérateur de foreuse de roche à la mine et a participé à la grève de 2012. Le 16 août, Mambush prend le mégaphone et remonte le moral de ses coéquipiers. Nous sommes fatigués d'être captifs, a-t-il dit. Nous

déciderons qui restera ici – soit la police, soit nous. Il n’était pas armé. Comme l’étaient ses camarades. Il a été tué peu de temps après avoir dit : » Ne courez pas. Nous n’avons rien fait de mal ».

Les mines et les mineurs pleurent à cause de l’insensibilité de notre système et des gestionnaires de notre système. Ci-dessus, Donald Trump dit à Fox News en 2011 : » Je suis intéressé par la Libye si nous prenons le pétrole. Si nous ne prenons pas le pétrole, pas d’intérêt ». Deux ans plus tard, Trump a envoyé ce tweet,



Donald J. Trump ✓
@realDonaldTrump

Following

I still can't believe we left Iraq without the oil.

2:14 PM - 23 Jan 2013

7,402 Retweets 4,480 Likes



821 7.4K 4.5K

Aujourd’hui, John Bolton, conseiller de Trump pour la sécurité nationale, dit à Fox News, sans gêne, que la campagne de changement du régime américain contre le Venezuela est..... pour le pétrole,

www.youtube.com/watch?v=O_yHo9efvO8

Nous examinons les actifs pétroliers. C’est la source de revenus la plus importante pour le gouvernement vénézuélien », a-t-il dit. Nous cherchons ce qu’il faut faire pour y remédier.

Les guerres de ressources sont précisément le thème de la conversation que j’ai eue avec le journaliste Jeremy Scahill dans son podcast Intercepted cette semaine. Vous pouvez écouter l’émission **ici**.

L’argent veut creuser dans la terre, prendre les ressources et en faire plus d’argent. Rien d’autre n’est important – ni le bien-être des êtres humains et de la nature, ni l’adhésion à la vérité. Des hommes comme Trump and Bolton et Fábio Schvartsman de Vale épellent » démocratie » à leur façon : PROFIT.

www.youtube.com/watch?v=8waNA9tLbI0

Il y a quelques jours, la présidente ghanéenne Nana Afuko-Addo a pris la parole au sommet de l’African Mining Indaba au Cap (Afrique du Sud). De nombreux trônes et couronnes étrangers sont ornés des bijoux prélevés sur nos terres », a-t-il dit, » pas toujours par des moyens simples ». Les endroits où ces matières premières sont volées, a déclaré le président du deuxième plus grand producteur d’or d’Afrique après l’Afrique du Sud, » ressemblent aux endroits les plus défavorisés de la terre ». Je crois que nous avons atteint la majorité, a-t-il dit. Nous ne devrions pas avoir à accorder des cadeaux fiscaux et de redevances inhabituels. Et

les sociétés minières ne doivent pas s'attendre à réaliser des bénéfices extraordinaires sur notre continent ». Mais ils le font – et ils continueront de le faire tant que la population de ces États – de la Zambie au Brésil – sera affaiblie.



Il s'agit de renforcer le pouvoir populaire.

Un million de communistes se sont **rassemblés** sur le terrain de la brigade de Kolkata (Inde), envoyant le signal que la gauche serait dans la rue pour chasser le gouvernement du Premier ministre Narendra Modi et se battre pour une alternative (pour en savoir plus sur les élections indiennes, voir notre **Dossier #12**). Lors du rassemblement, une ancienne ministre du Front de gauche et une leader du Parti communiste de l'Inde (marxiste), Deblina Hembram, a prononcé un discours inspirant. Elle vient d'une communauté Adivasi, des gens qui vivent dans les zones de sacrifice du monde. « Nous, les Adivasis, nous vivons dans la nature, dit-elle. La danse nous vient naturellement. On n'a pas besoin d'aide pour ça. Nous avons besoin d'éducation, de reconnaissance et de prestige pour notre langue. Nous avons besoin d'écoles, de collèges et de logements ». Nous avons besoin, a-t-elle dit, de vivre dans le monde, de ne pas être traités avec condescendance par le monde, de ne pas nous voir voler nos ressources et nos terres pillées.

Ne pas être emporté dans la boue, oublié et jeté.

Chaleureusement,

Vijay.

**Traduit par Alexandre Bovey, Suisse.*